

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 AVRIL 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7
OBJET DE LA DECISION N° 23/158 RENOUVELLEMENT ADHESION A L'ASSOCIATION "FRANCE SILVER ECO" - ANNEE 2023		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/158

BUREAU DU 3 AVRIL 2023

**O B J E T : R E N O U V E L L E M E N T A D H E S I O N A L ' A S S O C I A T I O N
"FRANCE SILVER ECO" - ANNEE 2023**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau Métropolitain,

VU la délibération n°20/09/150 du Conseil Métropolitain du 30 septembre 2020 portant adhésion à l'association « France Silver Eco » et désignation des représentants de la Métropole au sein des instances délibérantes de l'association,

VU les statuts en vigueur de l'association « France Silver Eco »,

VU l'appel de cotisation 2023,

CONSIDERANT que la Silver Economie est une filière désignée Opération d'Intérêt Régional (OIR) par la Région Sud PACA,

CONSIDERANT que dans cette optique, la Métropole TPM a identifié les enjeux et les opportunités de la Silver Economie sur son territoire, notamment en matière de création d'emplois, de création d'activités, de développement de l'innovation en santé et d'amélioration de la qualité de vie des seniors,

CONSIDERANT que l'association « France Silver Eco » est le réseau national des acteurs publics et privés de la Silver Economie et qu'à ce titre elle est l'interlocuteur de référence des pouvoirs publics dans le domaine de l'animation et de la structuration de la filière Silver Economie,

CONSIDERANT que la reconduction de son partenariat structurant avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) permet à l'association « France Silver Eco » de confirmer son rôle d'animateur de la filière et de poursuivre sa mission de structuration locale en devenant l'animateur des « écosystèmes régionaux du Bien Vieillir », en collaboration avec les Conseils Régionaux et Départementaux, les Métropoles, les Gérontopôles, les clusters et autres lieux au service de l'innovation, de la recherche et de la formation,

CONSIDERANT qu'en renouvelant son adhésion à l'association « France Silver Eco », la Métropole dispose de nombreuses ressources et d'un réseau lui permettant de développer économiquement la filière sur son territoire autour de solutions pérennes, efficaces et adaptées aux publics,

CONSIDERANT que l'adhésion à l'association « France Silver Eco », pour l'année 2023, s'élève à 6 000 € TTC, selon l'appel de cotisation joint en annexe,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'association France Silver Eco, pour l'année 2023, pour un montant de 6 000 € TTC.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de la Métropole en 2023, opération 2121, article 6281, fonction 61.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 avril 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

STATUTS DE L'ASSOCIATION

FRANCE SILVER ÉCO

Preamble

L'Association a été créée en 2009 sous l'impulsion des Ministères de l'Economie, des Finances et de la Santé avec pour objectif de favoriser, grâce au numérique, le développement des services pour la Santé à domicile et l'autonomie.

L'Association fait régulièrement évoluer ses missions afin d'accompagner au mieux le développement de ces filières.

Titre I : Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Article 1- Forme

L'Association est constituée sous forme d'une association de type « loi du 1er Juillet 1901 », et est déclarée à la Préfecture des Alpes Maritimes.

La présente Association est régie par la législation française en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Article 2- Dénomination

L'Association a pour dénomination « FRANCE SILVER ÉCO »

Article 3 - Objet

L'Association a pour objet de :

- Animer la filière Silver Economie
- Rassembler l'ensemble des acteurs impliqués dans les domaines de la Silver économie (qu'il s'agisse des offreurs de solutions, utilisateurs, établissements et services sanitaires et médicaux-sociaux, financeurs, formateurs, chercheurs, collectivités locales, fédérations, syndicats professionnels, pôles de compétitivité, cabinets de conseils, etc. et ce sans que cette liste ne soit limitative)

- Mener toute action nécessaire au développement de la Silver Economie

La Silver Economie étant définie comme la réunion de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux qui œuvrent, par leur produits, services, prestations, études et recherches, à accompagner l'allongement de la durée de vie.

Article 4 - Siège

Le siège social de l'Association est localisé au 27 rue du Professeur Delvalle – 06000 Nice.

L'Association dispose également d'une implantation à Paris.

Ces lieux peuvent être transférés en tout endroit par décision du Bureau exécutif qui est habilité à modifier les Statuts en conséquence. Dans un tel cas, le transfert sera soumis à la ratification de la prochaine l'Assemblée générale statuant extraordinairement.

Article 5 - Durée

L'Association est constituée sans limitation de durée.

La dissolution sera prononcée et réalisée conformément aux dispositions de l'article 22 ci-après.

Titre II : Membres - Admission - Cotisation - Démission - Exclusion - Responsabilité

Article 6 - Admission des membres - Représentation

Toute personne morale impliquée ou concernée par la Santé ou la Silver économie peut faire acte de candidature à l'Association.

Avant de devenir adhérents, les candidats doivent être agréés par le Bureau exécutif de l'Association, celui-ci n'ayant pas à justifier d'une éventuelle décision de refus d'admission.

Les adhérents de l'Association sont représentés soit par leur dirigeant de droit, soit par des représentants permanents désignés à cet effet par les dits dirigeants de droit. Toute désignation d'un représentant permanent devra être notifiée à l'Association par tous les moyens. Le représentant ainsi désigné exercera ses fonctions jusqu'à décision contraire de celui qui l'a nommé, notifiée à l'Association dans les mêmes conditions.

Les adhérents sont rassemblés en collèges représentant les secteurs d'intervention des membres :

- Collège des entreprises,

- Collège des collectivités territoriales,
- Collège des assureurs, mutuelles, instituts de prévoyance, organismes de protection sociale,
- Collège des écoles, universités, organismes de recherche, pôles de compétitivité,
- Collège des professionnels, usagers, fédérations et syndicats sanitaires et médico-sociaux.

Chaque adhérent indiquera le collège auquel il souhaite être rattaché. Ce souhait devra être agréé par le Bureau exécutif, celui-ci n'ayant pas à justifier d'une éventuelle décision de refus.

Le Bureau exécutif est seul à même de modifier la liste des collèges.

Des commissions ad-hoc pourront être spécifiées au sein du Règlement intérieur de l'Association, leur mise en place ou leur suppression étant du seul ressort du Bureau exécutif.

Article 7 - Cotisation

Chaque membre est tenu d'acquitter une cotisation annuelle dont le montant est proposé par le Bureau exécutif et validé par l'Assemblée générale.

Article 8 - Démission - Exclusion des membres

8.1 Démission

La démission d'un membre doit être signifiée à l'Association par courrier ou par courriel, adressé au Président en respectant un délai de préavis d'un mois.

En tout état de cause, cette démission ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice budgétaire au cours duquel elle est signifiée, le membre démissionnaire étant en conséquence tenu de se conformer aux engagements résultant pour lui des présents Statuts (notamment payer sa cotisation) jusqu'à la fin du dit exercice.

Sera réputé démissionnaire d'office tout membre qui viendrait à faire l'objet d'une procédure collective ou à perdre sa personnalité morale ou qui ne renouvellerait pas à échéance sa cotisation.

La cotisation versée pour l'année au cours de laquelle la démission sera effective restera acquise à l'Association sans que cette dernière puisse être inquiétée de quelque façon que ce soit à ce sujet.

8.2 Exclusion

Le Bureau exécutif pourra prononcer l'exclusion d'un membre pour inobservation des Statuts ou du Règlement intérieur, pour non-paiement de sa cotisation trente jours après

une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et demeurée sans effet, et plus généralement pour tous motifs graves laissés à son appréciation. Le membre intéressé pourra toutefois être préalablement appelé à fournir des explications au Bureau exécutif.

La décision d'exclusion, si elle est prononcée, sera notifiée au membre intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze jours de la date de réunion du Bureau exécutif ayant pris cette décision, qui n'est pas susceptible d'appel devant l'Assemblée générale.

Toute cotisation versée d'avance par le membre exclu restera acquise à l'Association sans que cette dernière puisse être inquiétée de quelque façon que ce soit à ce sujet.

Article 9 - Responsabilité des Membres

Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés en son nom par ses dirigeants, sans qu'aucun des membres ne puisse être personnellement reconnu responsable des dits engagements.

Titre III - Ressources de l'Association

Article 10 - Ressources annuelles

Les ressources annuelles de l'Association se composent :

D'une part :

- des subventions qui lui sont accordées au niveau international, européen, national, régional et local,
- des cotisations versées par les adhérents,
- des revenus des biens ou valeurs qu'elle possède,
- des revenus de propriété intellectuelle,
- des aides de toutes natures qui pourraient lui être consenties.

Et plus généralement de toutes les ressources créées à titre exceptionnel, pour autant qu'elles soient autorisées par la Loi.

D'autre part :

- des ventes de prestations (ventes issues des référencements, conseils, expertises, formation, essais, gestion/aide au montage de projets,...) qu'elle réalise à la demande de ses adhérents ou d'entités non adhérentes.

Titre IV - Administration de l'Association

Article 11 - Présidence

L'Assemblée générale élit en son sein un Président et un Bureau exécutif. La durée de ces mandats est de deux ans.

Article 12 - Bureau exécutif

Les membres du Bureau exécutif sont élus par l'Assemblée générale sur proposition du Président. La durée de leur mandat est égale au temps restant à couvrir sur le mandat du Président.

Le Président désigne parmi les membres du Bureau exécutif, un Vice-président, un Secrétaire et un Trésorier.

Le Bureau exécutif est chargé d'administrer l'Association. Il est investi à cette fin des pouvoirs les plus étendus et prend donc toutes décisions et mesures nécessaires, dans le cadre de l'objet de l'Association et sous réserve des pouvoirs expressément réservés à l'Assemblée générale et aux autres organes prévus aux présents statuts.

Il décide notamment des orientations stratégiques de l'Association selon les dispositions des présents statuts et du règlement intérieur de l'Association et il les met en œuvre.

Il ordonne les dépenses et les recettes, accepte les dons et les subventions, décide des achats de toute nature dans le cadre du budget, et autorise les prises à bail de locaux nécessaires aux besoins de l'Association.

Il décide des admissions et des exclusions.

Il arrête chaque année les comptes de l'exercice social écoulé, établit un budget prévisionnel pour l'exercice à venir et rédige un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé, ainsi que sur la situation financière et morale de l'Association.

Tous ces documents sont soumis aux votes du Bureau exécutif en vue de leur présentation à l'Assemblée générale statutaire annuelle.

Le Bureau exécutif ne pourra pas effectuer l'une des opérations suivantes sans l'accord de l'Assemblée générale :

- Achat ou Vente d'immeuble
- Hypothèques
- Cautions, avals ou garanties

12.1 Délégation de pouvoirs au sein du Bureau exécutif

12.1.1 Pouvoirs du Trésorier

Le Président désigne un Trésorier parmi les membres du Bureau exécutif.

Le Trésorier est chargé de la gestion financière et du patrimoine de l'Association. Il perçoit les recettes et effectue les paiements, sous le contrôle du Président. Il peut se faire assister dans cette mission du Directeur général de l'Association. Il ne peut aliéner les valeurs que constitue le fond de réserve qu'avec l'accord du Bureau exécutif.

Il tient ou fait tenir sous sa responsabilité une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par lui et rend compte de sa gestion financière et soumet les comptes annuels à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le Président, le Trésorier ou encore le Directeur général éventuellement désigné pourront signer, endosser et acquitter des chèques et ordres de virement dans les limites qui seront fixées par le règlement intérieur.

12.1.2 Pouvoirs du Secrétaire

Le Président désigne un Secrétaire parmi les membres du Bureau exécutif.

Le Secrétaire est responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions des Assemblées générales et, en général, de toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'Association. Il donne un avis préalable aux demandes de « nouvelles adhésions ». Il tient ou fait tenir un Registre des délibérations de l'Association.

12.2 Rôle du Directeur général

Le Directeur général participe, sur invitation du Président, au Bureau exécutif et à toutes les Assemblées de l'Association, sans voix délibérative. Il peut exercer une fonction salariée de l'Association ou être mis à disposition par l'un des membres.

Le Bureau exécutif précise les rôles et les pouvoirs du Directeur général dans une lettre de mission communiquée à l'Assemblée générale la plus proche. Il précise également ses délégations. Le Président propose au Bureau exécutif sa rémunération éventuelle.

12.3 Fonctionnement du Bureau exécutif

12.3.1 Réunion(s)

Le Bureau exécutif doit se réunir au moins une fois par trimestre, en présentiel ou par conférence téléphonique ou visioconférence.

A ce titre, les membres sont convoqués par le Président ou par le Secrétaire par tous les moyens au moins 14 jours avant la date de la réunion.

En dehors de la réunion trimestrielle, le Bureau exécutif peut être convoqué à tout moment, si l'actualité de l'Association le nécessite, sur simple demande du Président.

L'auteur de la convocation indique un ordre du jour provisoire qui peut être modifié, même en cours de séance, par l'un des membres du Bureau exécutif.

A l'issue de chaque réunion du Bureau exécutif, il est établi un compte-rendu ou un relevé de décisions.

12.3.2 Démission-cooptation

Dans l'hypothèse où un membre du Bureau exécutif démissionnerait ou perdrait la qualité de représentant de la personne morale membre de l'Association, il sera pourvu à son remplacement par cooptation du Bureau à l'exception du mandat de Président.

Les membres cooptés devront être confirmés lors de l'Assemblée générale la plus proche, à défaut, ils seront considérés démissionnaires et il sera pourvu à leur remplacement.

Dans le cas, où le Président démissionnerait ou perdrait cette qualité, le Vice-président délégué le remplacera et une Assemblée générale sera convoqué avant 30 jours pour pourvoir à la désignation de son successeur. Dans cette hypothèse, le mandat du nouveau président prendra fin à la date à laquelle aurait pris fin celui de son prédécesseur.

12.3.3 Exclusion

Un membre pourra être exclu dans l'hypothèse d'une absence à deux réunions successives du Bureau exécutif. Dans un tel cas, la procédure visée à l'article 12.3.2 s'appliquera pour désigner son remplaçant.

12.3.4 Prise de décision

Chaque membre du Bureau exécutif détient une voix et les décisions se prennent à la majorité de plus de la moitié des voix. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Pour statuer, plus de la moitié des membres doit être présente étant précisé que le Bureau exécutif ne peut statuer en l'absence du Président de l'Association ou du Vice-Président.

Article 13 - Gratuité des fonctions de Membre du Bureau exécutif

Les fonctions de Membre du Bureau exécutif de l'Association sont exercées à titre bénévole.

Article 14 - Président

Le Président reçoit du Bureau exécutif une délégation permanente de pouvoir pour assurer la gestion opérationnelle de l'Association et la représenter tant auprès des tiers que des pouvoirs publics ou de toute juridiction.

Le Président doit se porter garant de la neutralité de l'Association vis-à-vis de l'ensemble de ses adhérents.

Toutefois, il ne pourra, sans y être autorisé préalablement par le Bureau exécutif, accomplir les actes suivants :

- Embaucher ou licencier le Directeur général de l'Association et fixer sa rémunération,
- Prendre à bail et donner à bail tous immeubles.

Par ailleurs, il ne pourra, sans y être autorisé préalablement par le Bureau, accomplir les actes suivants :

- Contracter tout emprunt

Le Président peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs au Vice-Président, au Trésorier, au Secrétaire ou au Directeur général de l'Association.

En cas d'indisponibilité du Président, le Vice-président délégué le remplace provisoirement jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

Article 15 - Vice-président

Le Vice-président a pour mission d'assister le Président.

Dans ce cadre, le Vice-Président peut recevoir une délégation des pouvoirs du Président à qui il s'oblige de rendre compte de ses missions, au moins une fois par trimestre.

Le Vice-Président peut également être chargé par le Président lui-même ou par le Bureau exécutif, de dossiers majeurs ou de missions spécifiques destinés à favoriser le développement de l'Association.

Le Vice-président délégué a pour rôle également de remplacer provisoirement le Président jusqu'à la prochaine Assemblée générale en cas d'indisponibilité de celui-ci.

Article 16 - Structure opérationnelle

Elle assure le pilotage opérationnel de l'Association et la mise en œuvre des objectifs définis par l'Assemblée générale.

Titre V - Assemblées générales ordinaire et extraordinaire

Article 17 - Organisation - Tenue

17.1 Composition et périodicité

Les membres se réunissent en Assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'extraordinaires lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des Statuts, à une dissolution ou à une fusion ; et d'ordinaires dans les autres cas.

L'Assemblée générale se compose de tous les membres de l'Association à jour de leur cotisation.

Chaque membre ainsi défini détient une voix.

Tout représentant ne pouvant assister à une Assemblée générale peut donner pouvoir de le représenter :

- à son suppléant
- à toute personne représentant légalement un membre de l'Association

Nul membre ne peut s'y faire représenter par une personne non-membre de l'Association, sauf à obtenir l'accord de tous membres présents en début de séance.

Chaque adhérent a la possibilité de représenter jusqu'à trois autres adhérents qui lui auront remis mandat à cet effet.

Ce mandat devra impérativement être écrit, et un exemplaire original remis au Président de l'Association avant le début de la séance.

L'Assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, sur convocation du Bureau exécutif, lorsqu'il le juge utile ou à la demande de la majorité relative (la moitié plus un) au moins des membres actifs de l'Association.

L'Assemblée générale extraordinaire est convoquée par le Bureau exécutif lorsqu'il en reconnaît l'utilité.

17.2 Convocation et ordre du jour des Assemblées générales

Les convocations sont envoyées individuellement au représentant désigné de chaque adhérent, copie à son éventuel suppléant.

Les convocations sont faites au moins quinze jours à l'avance par lettre simple ou par courrier électronique, indiquant l'objet de la réunion.

Dans ce dernier cas, le Bureau exécutif doit recueillir les adresses électroniques actives de chacun des membres acceptant ce mode de convocation.

A ce titre, lesdits membres s'engagent à transmettre au Bureau exécutif tout changement relatif à leur adresse électronique et ce dans les plus brefs délais.

L'ordre du jour est dressé par le Bureau exécutif, il n'y est porté que les propositions émanant de lui et celles qui lui ont été communiquées, un mois avant la réunion.

Aux convocations sont joints l'ordre du jour provisoire et tous les documents nécessaires pour que les membres soient parfaitement à même de statuer, en connaissance de cause, sur les résolutions qui leur sont proposées.

Tout membre de l'Association dispose d'un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de la convocation (cachet de la Poste faisant foi ou date d'envoi du courriel) pour faire parvenir par écrit au Président des propositions à inclure dans les questions diverses de l'ordre du jour. En cas de modification, l'ordre du jour consolidé est diffusé 5 jours avant la date de l'Assemblée par courriel adressé au représentant de chaque Membre.

Les Assemblées se réunissent au siège de l'Association ou en tout autre endroit.

17.3 Bureau de l'Assemblée

Le Bureau de l'Assemblée est composé d'un Président et d'un Secrétaire.

L'Assemblée est présidée par le Président, le Vice-président ou, à défaut par un membre délégué à cet effet par le Bureau exécutif.

Les fonctions de Secrétaire sont remplies par le Secrétaire du Bureau exécutif, en son absence, par un membre de l'Assemblée désigné par celle-ci.

Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'Association en entrant en séance et certifiée par le Président et Secrétaire de séance.

Dans l'hypothèse d'une consultation à distance des membres, ces derniers sont pris en compte et mentionnés sur la feuille de présence et certifiés par le Président et le Secrétaire de séance.

Article 18 - Compétences

18.1 Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale se réunit chaque année dans le courant du deuxième trimestre et au plus tard le 30 juin.

Les décisions sont prises à la majorité des adhérents présents ou représentés.

Le Président, assisté des membres du Bureau exécutif, préside l'Assemblée et expose la situation morale de l'Association.

Le Directeur général rend compte de la gestion et soumet le bilan de l'année écoulée à l'approbation de l'Assemblée.

Le Commissaire aux comptes présente son rapport, ses remarques et observations.

L'Assemblée procède à l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et vote le rapport d'activité, le rapport financier et le budget prévisionnel N.

Il pourra être fixé d'autres modes de délibération, notamment à distance ou par voie électronique dans le Règlement intérieur de l'Association.

Le Président et le Vice-président, assistés par le Directeur général, présentent les objectifs et le budget de l'exercice à venir à l'Assemblée pour approbation.

L'Assemblée procède à l'élection des membres du Bureau exécutif qui occuperont les postes à pourvoir dans celui-ci.

18.2 Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire est compétente pour modifier les statuts, décider la dissolution ou la fusion de l'Association.

Elle est convoquée par le Président selon les modalités de l'article 17.2 (envoi des convocations).

Elle peut se réunir également si la moitié des adhérents ou si le Bureau exécutif le demande au Président.

Les décisions seront prises par l'Assemblée générale extraordinaire si deux tiers des membres présents ou représentés ont approuvé cette décision et si les adhérents présents ou représentés représentent au moins 50 % des membres à jour de leur cotisation.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés représentant au moins les 2/3 des votes exprimés.

A défaut de réunir un tel quorum, il sera tenu une deuxième Assemblée générale extraordinaire dans les trente jours qui suivent, convoquée par le Président avec le même ordre du jour, par lettre simple adressée à chaque membre au moins quinze jours à l'avance. Cette Assemblée délibérera alors, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

L'Assemblée générale extraordinaire peut modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions ; elle peut, notamment, décider de la dissolution anticipée de l'Association ou son union avec d'autres associations.

18.3 Autres modes de consultation

Hormis les dispositions prévues aux articles 17 et 18, les décisions des Assemblées générales ordinaires peuvent être prises sous les modalités définies ci-dessous.

Le choix des modes de consultation est fait par le Bureau exécutif.

1- Différents modes de consultation des membres

Tous moyens de communication (consultation écrite, téléphone, courriel, visioconférence, etc.) peuvent être utilisés, indépendamment ou simultanément des Assemblées telles que prévues aux articles 17 et 18, dans l'expression des décisions des membres.

2- Mode opératoire spécifique de la consultation écrite

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le Bureau exécutif ou la majorité relative (la moitié plus un) au moins des membres de l'Association, doit adresser le texte des résolutions à chaque membre, par lettre remise en main propre contre décharge ou courriel assorti de la fonction accusé de réception.

Les membres disposent d'un délai de quinze jours suivant la réception de cette consultation pour adresser à l'auteur leur vote sur chaque résolution, par lettre remise en main propre contre décharge ou courriel assorti de la fonction accusé de réception. Une mention sera faite sur le procès-verbal de la consultation établi conformément à l'article 18-4 ci-dessous.

Les décisions sont prises à la majorité des adhérents.

Pendant le délai de réponse, tout membre peut exiger de l'auteur de la consultation toutes explications complémentaires.

18.4 Procès-verbaux

Les délibérations de l'Assemblée générale des membres sont constatées par des procès-verbaux sur un Registre des délibérations qui pourra être le même que celui contenant les procès-verbaux du Bureau exécutif, et signés par le Président et le Secrétaire de la séance. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par deux membres.

Titre VI - Contrôle des comptes

Article 19 - Commissaire aux comptes

L'Assemblée générale ordinaire désigne, pour une période de six exercices sociaux, un Commissaire aux comptes choisi dans les conditions de l'article 220 de la loi du 24 Juillet

1966 régissant les sociétés commerciales et chargé d'apprécier la régularité et la sincérité des comptes de l'Association.

Le Commissaire aux comptes est convoqué aux réunions du Bureau exécutif qui arrêtent les comptes de l'Association et à chaque Assemblée générale, dans les mêmes termes et conditions que chacun des membres du Bureau exécutif de l'Association.

Le Commissaire aux comptes présente aux Membres, lors de l'Assemblée générale ordinaire annuelle, un rapport sur les comptes de l'exercice social écoulé.

Titre VII - Dispositions diverses

Article 20 - Exercice social

L'exercice comptable commence le 1er Janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Article 21 - Règlement intérieur

Le Bureau exécutif décide de l'adoption d'un Règlement intérieur.

Le Règlement intérieur est rédigé et modifié sous l'autorité du Président ou du Vice-Président qui le fait approuver par Bureau exécutif et voter en Assemblée générale extraordinaire.

Le Règlement intérieur s'impose à tous les adhérents de l'Association.

Article 22 - Dissolution

La dissolution de l'Association est prononcée par l'Assemblée générale extraordinaire qui nomme un liquidateur.

L'actif sera dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er Juillet 1901 à une association poursuivant un but non lucratif.

Article 23 - Conventions avec les membres du Bureau exécutif

La fonction de Membre du Bureau exécutif est exercée à titre gratuit.

Toutefois, si un membre du Bureau exécutif est sollicité en tant que personne compétente pour remplir une mission déléguée par le Directeur général de l'Association, cette mission pourra être rémunérée à condition d'avoir obtenu un accord préalable du Bureau exécutif d'entrer dans le cadre des conventions réglementées.

Ces conventions feront l'objet d'un rapport spécial du Commissaire aux comptes, présenté à l'Assemblée générale.

Fait à Paris, le 01/10/2019 en deux exemplaires.

Le Président

Luc Broussy

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' and 'B' followed by a long horizontal stroke.

La Trésorière

Isabelle Paris

A handwritten signature in blue ink, featuring a stylized 'I' and 'P' followed by a long horizontal stroke.

Appel à cotisation 2023

Mesdames, Messieurs, chers adhérents,

L'année 2022 fut particulièrement dense pour France Silver Eco.

Tout d'abord, afin de poursuivre sa mission, notre association se devait de reconduire son partenariat structurant avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), ce qui est désormais chose faite. Après trois années consacrées au Tour de France des Silver Régions et à la structuration régionale de la filière, ce nouveau cadre de travail commun permet à France Silver Eco de confirmer son rôle d'animateur de la filière et de poursuivre sa mission de structuration locale en devenant l'animateur des « *écosystèmes régionaux du Bien vieillir* ».

Cet élargissement, qu'il soit territorial ou thématique, va nous permettre d'embrasser l'ensemble des enjeux du Bien vieillir, en partenariat avec les différentes parties prenantes à l'échelle locale.

Notre mission d'animation nous a également permis de développer la filière à travers l'arrivée de nouveaux adhérents : collectivités, mutuelle, entreprises. Ces membres vont nous permettre d'élargir le champ des possibles de la filière et d'imaginer de nouveaux produits et services adaptés aux attentes des seniors.

C'est parce que ce « champ des possibles » de la Silver économie reste encore à définir que nous poursuivons notre travail de compréhension de l'écosystème, pour ses membres comme pour ceux qui nous rejoindront demain. En mars 2022, nous avons publié un livre blanc qui a fait la part belle à l'innovation – technologique et sociale – dans notre secteur, suivi d'un cycle de newsletters thématiques mensuelles.

Puis, après la remise du rapport interministériel « Nous vieillirons ensemble » en mai 2021, le dispositif MaPrimeAdapt', fait désormais partie de la feuille de route du Gouvernement. Point de rencontre commun de l'ensemble des parties prenantes du dispositif, c'est tout naturellement que la filière a été associée au travail de consultation des acteurs et de préfiguration du dispositif. Ce travail a d'ailleurs démarré par un colloque, en octobre dernier, qui a permis à Olivier Klein, Ministre délégué à la ville et au logement, de prendre pour la première fois la parole sur ce dispositif.

A l'image de 2022, l'année 2023 sera dense, dans la continuité des travaux et réflexions engagées.

2023 sera donc l'année de l'adaptation des logements au vieillissement. Si la filière sera pleinement mobilisée pour la réussite de MaPrimeAdapt', nous sommes conscients des limites d'un tel dispositif en matière de publics et de solutions éligibles. Nous allons donc tenter de démontrer l'opportunité sociale mais également économique d'un « virage domiciliaire » d'ampleur.

Cette démarche a démarré dès février avec la publication d'une étude d'impact économique pilotée par France Silver Eco, en partenariat avec les acteurs et fédérations du bâtiment. Que la Fédération Française du Bâtiment, la CAPEB ou d'autres fédérations du secteur aient accepté de participer au financement de cette étude montre aussi le rayonnement qu'a désormais notre Filière bien au-delà de ses frontières d'antan.

Notre mission d'« *animateur des écosystèmes régionaux du Bien vieillir* » va nous amener à poursuivre l'animation locale, en collaboration avec les Conseils Régionaux et Départementaux, les Métropoles, les Gérontopôles, les clusters et autres lieux au service de l'innovation, de la recherche et de la formation. Cette démarche globale doit permettre d'alimenter le futur centre de preuves de notre partenaire, la CNSA.

La production de fond va également se poursuivre en 2023 avec un nouveau Livre blanc consacré à l'innovation dans les territoires et à la valorisation des porteurs de projets. Nous allons mener également, en partenariat avec la CNSA, une étude sur la définition de « socles de besoins » des seniors suivant différentes thématiques, sous l'angle de « paniers de services » et de budgets consacrés à ces dépenses. Ces résultats bénéficieront à l'ensemble de la filière, en permettant aux acteurs de mieux concevoir les produits et services, à partir des attentes.

Comme vous pouvez le constater, la mission de France Silver Eco d'animateur de la filière se poursuit et s'élargit encore. Cette action et les résultats obtenus ne seraient pas possibles sans l'implication de ses adhérents. C'est sur vos épaules aussi en priorité que pèsent pour demain la réussite de la feuille de route à venir.

Je sais que nous pouvons compter sur vous non seulement pour ré-adhérer en 2023 mais également pour tenter de régler votre cotisation au plus vite, ce qui n'est jamais neutre pour la trésorerie d'une petite organisation comme la nôtre.

Avec toute ma fidélité,

Luc BROUSSY
Président



FACTURE

N° de facture FSE-275



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Date de facture : 06-03-2023
Conditions : Payable à réception
Date d'échéance : 06-03-2023

HOTEL DE LA METROPOLE - 107 BOULEVARD
HENRI FABRE - CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9
FRANCE

Désignation	Quantité	Montant HT
COTISATION 2023 - Métropole	1,00	5.000,00
Sous-total		5.000,00
TVA 20 (20%)		1.000,00
Total TTC		6.000,00€
Solde dû		6.000,00€

Conditions

En cas de retard de paiement, seront exigibles, conformément à l'article L441-6 du code de commerce, une indemnité calculée sur la base de trois fois le taux de l'intérêt légal en vigueur ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

COORDONNEES BANCAIRES :

CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR IBAN : FR76 1831 5100 0008 0080 7608 295 - BIC/SWIFT : CEPAFRPP831

FRANCE SILVER ECO : 37 boulevard Dubouchage - 06000 Nice - FRANCE - Tél : + 33 4 93 13 17 13
www.france-silvereco.fr - Siret : 51974400700062 - TVA Intracommunautaire : FR04519744007 - Code NAF : 9499Z

